(N^o 30.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1885.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi concernant les étrangers.

(Voir les N^{os} 49 et 56, session de 1884-1885, de la Chambre des Représentants,
et 29, même session, du Sénat.)

Présents : MM. DEWANDRE, Président; VAN VRECKEM, le Baron DE
CROMBRUGGHE DE LOORINGHE et LAMMENS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi qui vous est soumis est non plus la prorogation de la loi ancienne, relative aux étrangers, puisque celle-ci n'existe plus depuis le 17 janvier dernier, mais bien une loi nouvelle.

Le Projet est au fond le renouvellement de la loi du 7 juillet 1865, concernant les étrangers, avec une disposition spéciale qui maintient les arrêtés d'expulsion pris en vertu des lois antérieures.

La loi ancienne sur les étrangers, que le Sénat est invité à renouveler, n'a plus donné lieu à de longs débats depuis qu'elle a été votée; elle a été prorogée chaque année à la presque unanimité des Chambres. Ce fait s'explique, Messieurs, par la prudence et la modération avec lesquelles la loi a été appliquée.

Le dernier rapport annuel sur l'exécution de la loi ancienne nous apprend que pendant l'année 1882-1883, 15,317 étrangers ont joui de l'hospitalité en Belgique, et sur ce nombre, 337 expulsions ont été ordonnées, dont 4 seulement pour motifs politiques.

Votre Commission de la Justice a l'honneur, Messieurs, de vous proposer, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du Projet de Loi.

Le Rapporteur,
LAMMENS.

Le Président,
B. DEWANDRE.